

N° DP 24/1175

DECISION DU PRESIDENT

ACQUISITION D'UNE PARCELLE SUR LA COMMUNE DE LA SEYNE-SUR-MER RUE VOLTAIRE CADASTRÉE SECTION AO N°1237

Le Président de la Métropole

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU le décret n° 2017-1758 en date du 26 décembre 2017 portant création de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

VU la délibération n° 23/05/078 du 4 mai 2023 portant délégations au Président et au Bureau,

CONSIDERANT les négociations entamées en 2017, par la commune de La Seyne-sur-Mer pour l'acquisition du tènement foncier d'une superficie de 68 m² empiétant sur la voie publique de l'assiette foncière de la Résidence l'Arc en Ciel, appartenant à VAR HABITAT – OPH DU VAR,

CONSIDERANT que depuis sa création la Métropole Toulon Provence Méditerranée exerce la compétence « voirie » en lieu et place des communes membres,

CONSIDERANT que l'acquisition de cette parcelle permettra son classement dans le domaine public routier,

CONSIDERANT qu'un document modificatif du parcellaire cadastral a numéroté la parcelle à acquérir sous le n°1237 section AO, d'une superficie de 68 m², appartenant à VAR HABITAT – OPH DU VAR,

CONSIDERANT la délibération du conseil d'administration de VAR HABITAT en date du 17 octobre 2024, autorisant la vente de la parcelle susvisée au profit de la Métropole Toulon Provence Méditerranée à l'euro symbolique,

CONSIDERANT que dans le cadre du dispositif en vigueur de consultation des Domaines, la valeur vénale estimée de cette acquisition est inférieure au seuil de saisine réglementaire concernant les administrations publiques,

D E C I D E

ARTICLE 1

D'ACQUERIR à l'euro symbolique (1 €) le tènement foncier situé sur la commune de La Seyne-sur-Mer, rue Voltaire, d'une superficie de 68 m², appartenant à VAR HABITAT – OPH DU VAR.

ARTICLE 2

DE DIRE que le document modificatif du parcellaire cadastral a numéroté la parcelle à acquérir : parcelle AO n°1237, d'une superficie de 68 m².

ARTICLE 3

D'ETABLIR et **DE SIGNER** tous les documents permettant d'officialiser cette acquisition, aux conditions ordinaires et de droit en pareille matière et notamment celles figurant dans le projet d'acte en annexe.

ARTICLE 4

DE DESIGNER Maître A. MIGNON GUZMANN, notaire de la SELARL PIERONI MIGNON GUZMANN, sur la commune de Toulon aux fins de rédaction de l'ensemble des documents et actes nécessaires à la réalisation de cette acquisition dont tous les frais seront supportés par la Métropole Toulon Provence Méditerranée.

ARTICLE 5

DE DIRE que les crédits sont inscrits à l'opération ANTLS N°60401 chapitre 21 fonction 844 article 2112, Budget principal 2024.

La présente Décision sera

- transmise à Monsieur le Préfet
- reproduite sur le Registre ouvert à cet effet
- affiché sur les panneaux destinés à cet effet
- communiquée sous forme de donner acte du Conseil Métropolitain lors de sa prochaine séance

Fait à Toulon, le

24 DEC. 2024

Jean-Pierre GIRAN

Président de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée



4000 2700 2000

VAR HABITAT – OPH DU VAR

Siège Social : Avenue Pablo Picasso – 83160 LA VALETTE DU VAR

Adresse postale : B.P. 29 – 83040 TOULON CEDEX 9

EXTRAIT

29

du Registre des Délibérations du Conseil d'Administration de
VAR HABITAT – OPH DU VAR

SEANCE du **17 OCTOBRE 2024**

Objet de la délibération :

**LA SEYNE SUR MER – «
L'ARC EN CIEL» VENTE
DE PARCELLE**

Le Conseil d'Administration de VAR HABITAT – OPH DU VAR
conformément à son Règlement Intérieur s'est réuni à :
LA VALETTE DU VAR

sous la présidence de : **M. Thierry ALBERTINI**

ADMINISTRATEURS EN EXERCICE : **21** (dans l'attente
de la nomination d'un représentant de la CAF et d'une
délibération de la commission permanente du conseil
départemental du VAR ayant force exécutoire pour la
nomination d'un représentant, personne qualifiée)

Présents : Thierry ALBERTINI, Catherine BASCHIERI,
Christian BRIEL, Michèle BUGEAU, Dominique CAPITAINÉ,
Solange CHIECCHIO, Carmen COINTREL, Patrick DEBIEUVRE,
Patrick EVEILLEAU, Jeannine GHIO, Loïc GUILLEUX,
Dominique LAIN, Josée MASSI, Jacques PEYROT.

Martine ARENAS, ayant donné pouvoir à Thierry ALBERTINI
Marc ESPONDA, ayant donné pouvoir à Dominique CAPITAINÉ
Serge PELLEGRIN, ayant donné pouvoir à Patrick EVEILLEAU

Absents et excusés : Dalila CHOUIAH, Delphine GROSSO,
Marc LAURIOL, Valérie RIALLAND

Représentant du CSE : Didier D'HOTEL, Stéphanie MANETTI

Commissaire du gouvernement : Frédéric LOUBEYRE
(DDTM du Var)

Monsieur le Président dit :
Chers Collègues,

Dans le cadre d'une opération de bornage initiée par la Ville de la Seyne sur Mer, il est
apparu que la parcelle AO 231 formant notre résidence L'Arc en Ciel empiète partiellement
sur la voirie publique.

Depuis le 1^{er} janvier 2018, la Métropole Toulon Provence Méditerranée est compétente en
matière d'acquisition d'emprise de voirie en lieu et place des communes.

La Métropole a sollicité l'Office afin que lui soit vendue l'emprise nécessaire à la
régularisation de cet empiètement, qui sera intégré in fine dans le domaine public.

Cette vente interviendra à l'euro symbolique et les frais d'acte sont à la charge de la Métropole.

La parcelle objet de la cession est la suivante :

Commune : LA SEYNE SUR MER

Section : AO

Numéro : 1237 pour une superficie de 68 m²

Cette parcelle est à détacher de la parcelle mère cadastrée section AO n°231, suivant le plan de division établi par le cabinet OPSIA en date du 26/02/2018.

Je vous demande de bien vouloir autoriser :

- La vente de la parcelle susvisée au prix de 1 € symbolique,
- Le Directeur Général à régulariser tous les actes nécessaires à la réalisation de l'opération.

Le Conseil d'Administration après avoir entendu l'exposé de son Président, l'adopte à l'unanimité et le transforme en délibération, accordant ainsi les autorisations sollicitées.

Le Président,

Thierry ALBERTINI

Commune :
LA SEYNE SUR MER (126)

Numéro d'ordre du document
d'arpentage : 8537 S
Document vérifié et numéroté le 01/03/2018
A Toulon
Par Laëtitia MIGLIACCIO
Inspectrice
Signé

TOULON
171 avenue de Vert Coteau
CS 20127

83071 TOULON CEDEX
Téléphone : 04 94 03 95 01

cdfif.toulon@dgfip.finances.gouv.fr

DIRECTION GENERALE DES FINANCES PUBLIQUES

EXTRAIT DU PLAN CADASTRAL

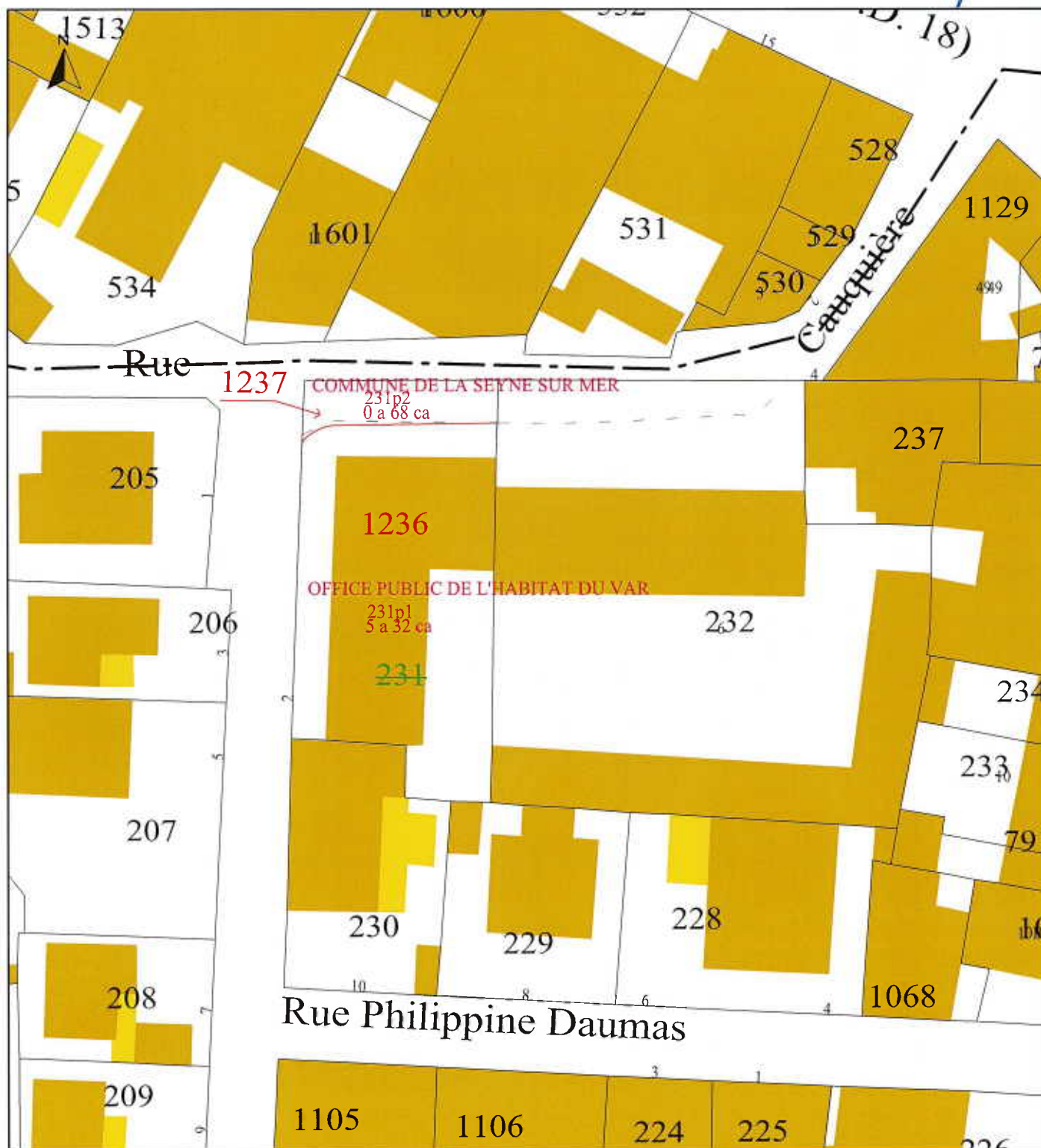
CERTIFICATION
(Art. 25 du décret n° 55-471 du 30 avril 1955)
Le présent document d'arpentage, certifié par les propriétaires souscripteurs (3)
a été établi (1) :
A - D'après les indications qu'ils ont fournies au bureau
B - En conformité d'un piquetage : effectué sur le terrain ;
C - D'après un plan d'arpentage ou d'alignement, dont copie ci-jointe, dressé
le par géomètre à
Les propriétaires déclarent avoir pris connaissance des informations portées
au dos de la mise 6463.
A , le

Section : AO
Feuille(s) : 000 AO 01
Qualité du plan : Plan régulier avant
20/03/1980
Echelle d'origine : 1/1000
Echelle d'édition : 1/500
Date de l'édition : 01/03/2018
Support numérique :

D'après le document d'arpentage
dressé
Par M. HOSPITAL François (2)

Réf. :
opsia méditerranée
François HOSPITAL
Géomètre Expert DPLG n° 4125
BP 70127 - 83040 Toulon Cedex 4 France
Tel : 33(0) 494 239 100
www.opsia.fr

(1) Rayer les mentions inutiles. La formule A n'est applicable que dans le cas d'une esquisse (plan déposé par voie de mise à jour). Dans la formule B, les propriétaires déclarent avoir pris connaissance des informations portées au dos de la mise 6463.
(2) Qualité de la personne agréée (géomètre expert, arpenteur, géomètre ou technicien agréé du cadastre, etc.).
(3) Préciser les noms et qualités des signataires (il est différent du propriétaire propriétaire, avocat, représentant qualifié de l'administration, etc.).





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PUBLICITÉ FONCIÈRE ET CONSERVATION CADASTRALE

MODIFICATION DU PARCELLAIRE CADASTRAL

**DIRECTION GÉNÉRALE DES
FINANCES PUBLIQUES**

Document d'arpentage établi en application de l'article 25 du décret n° 55-471 du 30 avril 1955

PROCÈS-VERBAL DE DÉLIMITATION (1)

EXHIBIT 10

- | | | | |
|-------------------------------------|---|--------------------------|---------------|
| <input checked="" type="checkbox"/> | Changement de limite(s) de propriété | <input type="checkbox"/> | Lotissement |
| <input type="checkbox"/> | Rectification de limites figurées au plan cadastral | <input type="checkbox"/> | Expropriation |
| <input type="checkbox"/> | Nouvel agencement de la propriété | | |
| <input type="checkbox"/> | Application d'un plan d'arpentage ou d'un procès-verbal | | |

Document établi pour (2)

- ☒ Document d'arpentage numérique
Libellé du fichier numérique associé : 126_A0231 da.txt

DÉSIGNATION DES PARTIES

propriétaire(s) avant modification

OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DU VAR

propriétaire(s) après modification

COMMUNE DE LA SEYNE SUR MER

PERSONNE HABILITÉE À ÉTABLIR LE DOCUMENT

OPSIA MEDITERRANEE

M. François-HOSPITAL-Géomètre

3040 TOULON Cédex 9

Procès-verbal 6493 N exp joint

oui ☐ (2) numéro :
non ☐ (2)

Date de réception du document

Respect du format DA, rubrique

1) Rayer la mention inutile : préciser, le cas échéant, s'il s'agit d'une esquisse provisoire.

2) Cocher la case correspondante.

3) Remplir obligatoirement une demande en dernière page lorsque l'opération ne donne pas lieu aux formalités de publicité foncière prescrites par l'article 28-4° du décret n° 55-22 du 4 janvier 1955.

INFORMATION DES PROPRIÉTAIRES

DÉCRET N° 55-22 DU 4 JANVIER 1955 PORTANT RÉFORME DE LA PUBLICITÉ FONCIÈRE

Article 7 (partie). - Tout acte ou décision judiciaire sujet à publicité foncière dans un bureau des hypothèques doit indiquer, pour chacun des immeubles qu'il concerne, la nature, la situation, la contenance, la désignation cadastrale (section, numéro de plan, lieu-dit).

DÉCRET N° 55-471 DU 30 AVRIL 1955 RELATIF À LA RÉNOVATION ET À LA CONSERVATION
 DU CADASTRE

Article 25 (partiel) - Tout changement de limite de propriété, notamment par suite de division, lotissement, partage, doit être constaté par un document d'arpentage établi aux frais et à la diligence des parties et certifié par elles, qui est soumis au Service des Cadastres préalablement à la rédaction de l'acte réalisant le changement de limite, pour vérification du numérotage des nouveaux lots de propriété.

Célebrant ces documents portant modification du parcelaire cadastral relative des perceptions arriérées par l'Administration, dont la liste est consultable dans les bureaux du Cadastre, L'arrêté du 22 décembre 1992 relatif à l'information des consommateurs sur les prix des prestations topographiques dispose que, préalablement à l'exécution des travaux, le professionnel remet un devis au consommateur, distinguant de manière très apparente les prestations réalisées par une administration ou par une collectivité publique des autres prestations effectuées au profit des clients (topographie, arpentage, etc.). Cette obligation s'applique également à la note d'honoraires. L'arrêté précise aussi l'obligation d'affichage du prix des prestations.

RÉUNIONS DE PARCELLES. — Elles interviennent à la demande ou avec l'accord des propriétaires. Les parcelles à regrouper doivent appartenir au même propriétaire, être contiguës et présenter la même situation au regard du fichier immobilier (parcelles toutes non publiées ou toutes publiées à la Conservation des hypothèques et, en principe, non provées de droits différents).

DIVISIONS DE PARCELLES. — Elles sont opérées à la demande des propriétaires.

APPLICATION D'UN PROCÈS-VERBAL D'ARPENTAGE OU DE BORNAGE. — Elle est effectuée à la demande des propriétaires. Elle a pour effet de mettre en concordance la contenance cadastrale avec la contenance réelle des propriétés. Elle a pour effet de remettre en cause les limites fixées au plan cadastral. En cas de bornage et sous la même condition, elle provoque la représentation des bornes au plan cadastral (régime conventionnel).

DEMANDE DES PROPRIÉTAIRES

Office soussigné(e)s

- ☒ la modification du parcellaire cadastral selon les énonciations d'un acte à publier.
☐ la modification du parcellaire cadastral selon les énonciations d'un acte à publier et les indications du présent document pour le surplus (2).
☐ la modification du parcellaire cadastral selon les indications du présent document d'arpentage.
☐ l'application d'un procès-verbal d'arpentage.
- (1) Demande
 (2)

conformément aux indications du présent document d'arpentage.

À LA SEYNE SUR MER le 26/02/18

Cachet du service

II Conectar las casillas correspondientes.

2) Aucun motif à publier ne ressortant de la totalité des parcelles divisées, mais que le propriétaire désire, en tout état de cause, l'application intégrale du document d'arpentage.



MINISTÈRE DU BUDGET
DES COMPTES PUBLICS
DE LA FONCTION PUBLIQUE
ET DE LA DÉPENSE DE L'ÉTAT

CHANGEMENTS CONSTATÉS, ATTRIBUTION DES NOUVEAUX NUMÉROS DE PLAN ET CALCUL DES CONTENANCES

(colonnes 5, 6, 12 à 16 réservées à l'Administration)

SITUATION ANCIENNE										SITUATION NOUVELLE									
SECTION	N° DE PLAN	CONTENANCE	ANCIENNE	SECTION	N° DE PLAN	SECTION	N° DE PLAN	DESIGNATION	NOM ET PRENOM OU PROPRIETAIRE	N° DE LOT DE LOTISSEMENT	CONTENANCE	CALCULS AUXILIAIRES ET COMPENSATIONS DES RESULTATS		ARENAIGE	MISE AU POINT FISCALE				
															</				

réf : 5 – VAR HABITAT / MTPM

PARTIE NORMALISEE

L'AN DEUX MILLE VINGT-QUATRE

Le ---

Maître Alexandra MIGNON-GUZMANN notaire membre de la Société d'exercice libéral à responsabilité limitée dénommée "PIERONI MIGNON GUZMANN, notaire titulaire d'un office notarial", numéro de CRPCEN 83041, dont le siège est à TOULON (Var), L'Empire, 39 Boulevard Georges Clemenceau

A reçu le présent acte authentique entre les personnes ci-après identifiées :

VENTE D'IMMEUBLE

IDENTIFICATION DES PARTIES

1) Vendeur

L'établissement public dénommé "OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DU VAR, (O.P.H DU VAR), nom commercial VAR HABITAT", établissement public à caractère industriel et commercial, dont le siège social est à LA VALETTE DU VAR (83160), avenue Pablo Picasso, sans numéro.

Identifiée sous le numéro SIREN 479 904 732 RCS TOULON.

Aux termes d'un acte reçu par Maître Alexandra MIGNON-GUZMANN, notaire associé à TOULON, en date du 9 mars 2005, dont une copie authentique a été publiée au premier bureau des hypothèques de TOULON le 27 avril 2005 volume 2005P numéro 4217, il a été déposé notamment une copie de l'arrêté préfectoral en date du 15 juillet 2004 portant transformation de l'OFFICE PUBLIC DEPARTEMENTAL D'HABITATION A LOYER MODERE DU VAR en l'OFFICE PUBLIC D'AMENAGEMENT ET DE CONSTRUCTION DU VAR « VAR HABITAT ».

Aux termes d'un acte reçu par Maître MIGNON-GUZMANN le 19 février 2009, dont une copie authentique a été publiée au premier bureau des hypothèques de TOULON le 10 avril 2009 volume 2009P numéro 3063, il a été déposé notamment une copie de la délibération du Conseil d'Administration du 12 décembre 2008 et

extrait Kbis constatant le changement de dénomination de l'établissement :

* Anciennement : OFFICE PUBLIC D'AMENAGEMENT ET DE CONSTRUCTION DU VAR

* Actuellement dénommé : OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DU VAR
nom commercial VAR HABITAT.

Dont la dénomination sera ci-après "LE VENDEUR"
D'UNE PART

2) Acquéreur

La ~~L'établissement public dénommé~~ "METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE", Etablissement public de coopération intercommunale, personne morale de droit public située dans le département du Var et dont le siège social est à TOULON (83000), Hôtel de la Métropole 107 boulevard Henri Fabre.
Identifiée sous le numéro SIREN 248 300 543 RCS TOULON.

Etant ici précisé, que la Métropole « TOULON PROVENCE MEDITERRANEE » a été créée suivant décret n° 2017-1758 du 26 décembre 2017, avec entrée en vigueur au 1er janvier 2018, portant création de la métropole dénommée «Toulon-Provence-Méditerranée» par transformation de la communauté d'agglomération Toulon-Provence-Méditerranée en application des articles L.5217 et suivants du code général des collectivités territoriales tels que modifiés par la loi n°2017-257 du 28 février 2017 relative au statut de Paris et à l'aménagement métropolitain.

Cette modification n'a pas entraîné la création d'une nouvelle personne morale.

Une copie dudit décret est demeurée ci-annexée aux présentes.

Dont la dénomination sera ci-après "L'ACQUEREUR"
D'AUTRE PART

PRESENCE - REPRESENTATION

En ce qui concerne le vendeur :

- L'établissement public "OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DU VAR, (O.P.H DU VAR), nom commercial VAR HABITAT" est représenté par Monsieur Martial AUBRY, Directeur Général dudit établissement public, nommé à cette fonction aux termes d'une délibération du Conseil d'Administration en date du 24 avril 2007, spécialement habilité à l'effet des présentes aux termes d'une délibération du Conseil d'Administration en date du 17 octobre 2024 reçue par les services de la Préfecture le 18 octobre 2024, dont une copie certifiée conforme et exécutoire de l'extrait est demeurée ci-annexée.

Le représentant de VAR HABITAT déclare que ladite délibération n'a fait l'objet d'aucun recours auprès du Tribunal Administratif.

En ce qui concerne l'acquéreur :

La ~~L'établissement public~~ "METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE" est représenté par Madame Valérie PAECHT, Directeur Général

des Services de la Métropole « TOULON PROVENCE MÉDITERRANÉE » habilitée à l'effet des présentes, en vertu d'une délégation de pouvoirs consentie par Monsieur Jean-Pierre GIRAN, Président de la Métropole, Maire de HYERES, aux termes d'un arrêté numéro AP 23/49 en date du 11 mai 2023 et notifié à Monsieur le Préfet du Var le même jour, complété par l'arrêté n° AP 24/3 en date du 7 février 2024 et notifié à Monsieur le Préfet du Var le même jour, demeurés ci-annexés.

Ledit Monsieur Jean-Pierre GIRAN, agissant lui-même en sa qualité de Président de la Métropole « TOULON PROVENCE MÉDITERRANÉE », fonction à laquelle il a été nommé aux termes de la délibération n°23/05/075 du conseil métropolitain en date du 4 mai 2023, affichée le 9 mai 2023 et transmise en Préfecture le même jour, et ayant reçu délégations d'attribution en matière d'acquisitions foncières à l'euro symbolique aux termes d'une délibération du Conseil Métropolitain n°23/05/078 du 4 mai 2023, affichée le 9 mai 2023 et transmise en Préfecture le même jour.

La Métropole « TOULON PROVENCE MÉDITERRANÉE » a été constituée aux termes du Décret n°2017/1758 du 26 décembre 2017, emportant depuis le 1er janvier 2018, transfert de plein droit à son profit de la compétence communale en matière de voirie et des engagements juridiques antérieurs s'y rapportant.

Et dûment habilité à l'effet des présentes en vertu d'une décision du Président en date du --- 2024 numéro DP 24/---, validée en préfecture le --- 2024 et affichée le même jour dont copie demeure jointe et annexée aux présentes.

Le représentant de la Métropole TOULON PROVENCE MEDITERRANEE déclare que ces délibérations, arrêtés, décisions n'ont fait l'objet d'aucun recours administratif, gracieux ou contentieux.

TERMINOLOGIE

- Le mot "Vendeur" désigne le ou les "Vendeurs", présents ou représentés. Si le vendeur est une personne morale, le mot "Vendeur" s'applique alors tant à la personne morale elle-même qu'à ses représentants. En cas de pluralité, ils contractent les obligations mises à leur charge solidairement entre eux, sans que cette solidarité soit rappelée chaque fois.

- Le mot "Acquéreur" désigne le ou les acquéreurs, présents ou représentés. Si l'acquéreur est une personne morale, le mot "Acquéreur" s'applique alors tant à la personne morale elle-même qu'à ses représentants. En cas de pluralité, ils contractent les obligations mises à leur charge solidairement entre eux, sans que cette solidarité soit rappelée chaque fois.

- Les termes "le bien", "les biens", "les biens et droits immobiliers", "bien vendu", "biens vendus", "immeuble", "immeubles" ou "fractions d'immeuble" seront employés indifféremment pour désigner le ou les biens objets de la présente vente.

- Le mot "ensemble immobilier" désigne l'immeuble soumis au régime de la copropriété dont dépendent les Biens.

- Les mots "biens mobiliers", s'il en existe, désignent les meubles et objets

meubles objet des présentes.

CAPACITE

Les contractants confirment l'exactitude des indications les concernant respectivement telles qu'elles figurent ci-dessus.

Ils déclarent en outre qu'ils ne font l'objet d'aucune mesure ou procédure civile ou commerciale susceptible de restreindre leur capacité ou de mettre obstacle à la libre disposition de leurs biens.

ELECTION DE DOMICILE

Pour l'exécution des présentes et de leurs suites, les parties font élection de domicile en leur demeure ou siège respectif.

OBJET DU CONTRAT

Le vendeur vend à l'acquéreur, qui accepte, la pleine propriété des biens dont la désignation suit :

DESIGNATION DES BIENS

LA SEYNE SUR MER (Var)

Un terrain situé à LA SEYNE SUR MER (83500), angle Rue Voltaire et Rue Cauquière.

Ledit immeuble devant figurer au cadastre sous les références suivantes :

Préfixe	Section	N°	Adresse ou lieudit	Contenance
	AO	1237	angle Rue Voltaire et Rue Cauquière	68 ca
Contenance totale				68 ca

Document modificatif du parcellaire cadastral - Cet immeuble est détaché d'un immeuble de plus grande importance cadastré section AO, numéro 231, lieudit 2 rue Voltaire, pour une contenance de 06 ares, le surplus après division restant la propriété du vendeur, ainsi qu'il résulte d'un document modificatif du parcellaire cadastral (anciennement document d'arpentage) dressé le 1er mars 2018, par OPSIA MEDITERRANEE, géomètre-expert à TOULON, portant le numéro 8537 S, qui sera déposé à l'appui de la formalité de publicité foncière relative au présent acte, et duquel il résulte que la parcelle d'origine a été divisée en DEUX (2) nouvelles parcelles ci-dessous désignées :

Parcelle(s) mère(s)					Parcelle(s) fille(s)				
Référence		Contenance			Référence		Contenance		
section	numéro	ha	a	ca	section	numéro	ha	a	ca

AO	231	0	06	00	AO	1236	00	05	32
					AO	1237	00	00	68

Division non constitutive d'un lotissement - La présente opération de division foncière n'est pas constitutive d'une opération de lotissement au sens de l'article L.442-1 du Code de l'urbanisme.

Tel que le tout existe sans exception ni réserve et tel qu'il sera dénommé dans le corps de l'acte par le terme "l'immeuble".

Description - L'acquéreur déclare avoir visité les lieux à sa convenance et dispense le vendeur d'une plus ample désignation ou d'autres précisions concernant leur consistance.

Quotité des droits concernés - L'immeuble vendu appartient au vendeur seul en pleine propriété.

REFERENCES DE PUBLICITE FONCIERE

Effet relatif - Acquisition aux termes d'un acte reçu par Maître Patricia SIMON-JEAN, notaire à SAINT-RAPHAEL (Var), le 28 février 2006, publié au service de la publicité foncière de TOULON 1, le 24 mars 2006 volume 2006P numéro 3369.

CHARGES ET CONDITIONS AYANT UNE INCIDENCE FISCALE

Frais - Tous les frais, droits et émoluments du présent acte et ceux qui en seront la suite ou la conséquence seront payés par l'acquéreur, qui s'y oblige expressément.

Absence de négociation - Les parties déclarent que la présente vente a été négociée directement entre elles, sans le concours ni la participation d'aucun intermédiaire.

Si cette affirmation se révélait erronée, les éventuels honoraires de cet intermédiaire seraient à la charge de l'auteur de la déclaration inexacte.

Autres charges et conditions - La présente vente a lieu, en outre, aux charges et conditions ordinaires et de droit en pareille matière et notamment sous celles qui figureront ci-après, en suite de la partie normalisée.

PROPRIETE - JOUISSANCE

Transfert de propriété - L'acquéreur aura la propriété de l'immeuble vendu à compter de ce jour ; il en supportera les risques à compter du même jour.

Entrée en jouissance - Le vendeur transmet à l'acquéreur la jouissance de l'immeuble vendu à compter de ce jour, par la prise de possession réelle, l'immeuble étant libre de toute location et de toute occupation, ainsi que le déclare le vendeur.

PRIX

La présente vente est conclue moyennant le prix de UN EURO (1 €),
non recouvrable.

symbolique
~~L'acquéreur a payé ce prix comptant au vendeur qui le reconnaît et lui en consent quittance. Etant précisé que le bien est évalué à la somme de CINQ MILLE CENT EUROS (5100€).~~
~~CE PAIEMENT A EU LIEU A L'INSTANT MEME, AINSI QUE LE CONSTATE LA COMPTABILITE DU NOTAIRE SOUSSIGNE.~~
PAIEMENT DU PRIX
lequel prix étant shodé comme non recouvrable, aucun paiement du
le notaire soussigné atteste sous sa responsabilité qu'il n'existe pas

DONT QUITTANCE

*sa connaissance de vente ou
le promesse de vente antérieure
concernant le bien objet
les présentes*

Avis des DOMAINES - Observation étant ici faite qu'aux termes de l'article L.451-5 du Code de la construction et de l'habitation, l'avis de l'autorité compétente de l'Etat est requis par les organismes d'habitations à loyer modéré et les sociétés d'économie mixte de construction et de gestion de logements sociaux agréées en application de l'article L. 481-1 préalablement à leurs acquisitions ou cessions immobilières à l'exception de celles relatives aux opérations entreprises en vue de l'accession à la propriété et de celles intervenant entre deux organismes d'habitations à loyer modéré ou sociétés d'économie mixte de construction et de gestion de logements sociaux agréées en application du même article L. 481-1.

Etant ici précisé qu'un avis a été délivré par le directeur des services fiscaux en date du 26 septembre 2024.

FORMALITES - PUBLICITE FONCIERE - POUVOIRS

Formalité unique - Le présent acte sera soumis à la formalité fusionnée d'enregistrement et de publicité foncière au service de la publicité foncière compétent dans les conditions et délais prévus par les dispositions législatives et réglementaires.

Si, lors de l'accomplissement de cette formalité, ou postérieurement, dans les conditions prévues à l'article 2418 du Code civil dans sa rédaction issue de l'ordonnance n°2021-1192 du 15 septembre 2021 pour l'inscription des hypothèques légales spéciales, il existe ou survient des inscriptions grevant l'immeuble vendu du chef du vendeur ou des précédents propriétaires, le vendeur sera tenu d'en rapporter les mainlevées et certificats de radiation, à ses frais, dans les six mois des présentes.

Pouvoirs - Tous pouvoirs nécessaires pour produire au service de la publicité foncière compétent, les justifications qu'il pourrait réclamer et pour signer les actes complémentaires ou rectificatifs qu'il serait éventuellement utile d'établir sont consentis à tout clerc ou collaborateur de l'étude.

DECLARATIONS FISCALES

Le notaire rédacteur a informé le débiteur qu'en vertu des dispositions des articles 150 U et suivants du Code général des impôts et sauf exonération prévue, une déclaration contenant les éléments servant à la liquidation de la plus-value éventuelle, établie conformément aux dispositions de l'article 150 VG du même code, doit-être déposée par ses soins à l'appui de la réquisition de publier ou de la présentation à l'enregistrement, et que le montant de l'impôt sur la plus-value éventuelle sera acquitté à cette même occasion.

En vue du dépôt de ladite déclaration, les associés déclarent :

Impôt sur la plus-value - Le représentant susnommé du vendeur déclare que la personne morale qu'il représente ne relève pas des articles 8 à 8 ter du Code général des impôts, et qu'en conséquence, **la présente mutation n'entre pas dans le champ d'application de l'article 150 U du même code.**

Taxe sur la valeur ajoutée - Le vendeur déclare qu'il n'est pas assujetti à la taxe sur la valeur ajoutée au sens de l'article 256 A du Code général des impôts ;

Et que l'immeuble ne doit pas être considéré comme un terrain à bâtir au sens de l'article 257 I 2 1° du Code général des impôts ;

En conséquence, **la présente mutation n'entre pas dans le champ d'application de la taxe sur la valeur ajoutée** en vertu des dispositions de l'article 261 5 1° du Code général des impôts.

Base d'imposition - Pour le calcul des droits, la base d'imposition s'élève à la somme de UN EURO (1,00 €).

Exonération de droits de mutation - En application de l'article 1042 I du Code général des impôts, la présente mutation est exonérée de toute perception au profit du Trésor en raison de la qualité de l'acquéreur (collectivité locale).

Contribution de sécurité immobilière (art. 879 du Code général des impôts) - Exonération en raison de la qualité de l'acquéreur.

Projet de liquidation des droits
néant

ATTESTATION

Le notaire soussigné atteste que la partie normalisée du présent acte contient toutes les énonciations de l'acte nécessaires à la publication au fichier immobilier des droits réels et à l'assiette de tous impôts, droits et taxes.

FIN DE PARTIE NORMALISEE

DEUXIEME PARTIE

ARTICLE L.271-1 DU CODE DE LA CONSTRUCTION ET DE L'HABITATION

L'acquéreur, professionnel, déclare ne pas destiner l'immeuble acquis à usage d'habitation. En conséquence, il reconnaît ne pas pouvoir bénéficier des dispositions de l'article L.271-1 du Code de la construction et de l'habitation offrant un délai de rétractation ou de réflexion de dix jours à l'acquéreur non professionnel d'un immeuble à usage d'habitation.

URBANISME - DROITS DE PREEMPTION

CERTIFICAT D'URBANISME

Un certificat d'urbanisme numéro ---, délivré le ---, au titre de l'article L.410-1 a) du Code de l'urbanisme est demeuré ci-annexé.

Ce document contient notamment les renseignements suivants :

- les règles d'urbanisme applicables au terrain,
- les limitations administratives au droit de propriété (servitudes d'utilité publique, droit de préemption...),
- la liste des taxes et participations d'urbanisme (taxe d'aménagement, projet urbain partenarial...).

A ce sujet, les parties reconnaissent avoir été informées par le notaire du caractère informatif du certificat d'urbanisme, et font leur affaire personnelle de l'exécution des charges et prescriptions de celui-ci.

DROIT(S) DE PREEMPTION

Droit de préemption urbain - L'immeuble étant situé sur une portion de territoire où le droit de préemption urbain a été institué en application des articles L.211-1 et suivants du Code de l'urbanisme, son aliénation donnait ouverture à ce droit de préemption en vertu de l'article L.213-1 dudit code, car elle n'entraînait pas dans les prévisions d'exemption figurant aux articles L.211-4 et L.213-1 du même code.

En conséquence, la déclaration d'intention d'aliéner prescrite par l'article L.213-2 du Code de l'urbanisme et établie conformément aux prescriptions de l'article R.213-5 du même code, a été notifiée au maire de la commune de situation de l'immeuble par lettre recommandée avec demande d'accusé de réception en date du 28 octobre 2024, présentée pour la première fois le 29 octobre 2024.

Les délais impartis par l'article L.213-2 du Code de l'urbanisme s'étant écoulés depuis l'avis de réception de la déclaration d'intention d'aliéner sans que le titulaire du droit de préemption ait fait connaître sa décision, ce silence vaut renonciation à l'exercice du droit de préemption en application de l'article R.213-7 du Code de l'urbanisme.

La cession dudit immeuble peut donc, en vertu du premier alinéa de l'article

L.213-8 du Code de l'urbanisme, être réalisée au prix indiqué dans la déclaration d'intention d'aliéner.

PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT ET SANTE PUBLIQUE

Dossier de diagnostic technique - Conformément aux dispositions de l'article L.271-4 du Code de la construction et de l'habitation (C.C.H.), un dossier de diagnostic technique a été constitué et demeuré ci-annexé.

Compte tenu de la nature du bien vendu, ce dossier comprend uniquement **l'état des risques naturels et technologiques** prévu au deuxième alinéa du I du Code de la construction et de l'habitation.

Situation de la commune au regard du retrait - gonflement d'argile - Au vu des informations mises à sa disposition par le préfet du Département, il résulte que l'immeuble est concerné par la cartographie de l'aléa retrait-gonflement des argiles dans le département de Var, établie par le Bureau de Recherches Géologiques et Minières (BRGM), ainsi que par la direction départementale de l'équipement.

Un guide de recommandations destiné à prévenir dans l'habitation individuelle des désordres consécutifs à la réalisation de l'aléa est disponible en mairie où l'acquéreur pourra en prendre connaissance.

Information complémentaire relative à la pollution des sols - Le notaire a également informé les parties des dispositions de l'article L.125-7 du Code de l'environnement ci-après littéralement reproduit :

« Sans préjudice de l'article L.514-20 et de l'article L.125-5, lorsqu'un terrain situé en secteur d'information sur les sols mentionné à l'article L.125-6 fait l'objet d'un contrat de vente ou de location, le vendeur ou le bailleur du terrain est tenu d'en informer par écrit l'acquéreur ou le locataire. Il communique les informations rendues publiques par l'Etat, en application de l'article L.125-6. L'acte de vente ou de location atteste de l'accomplissement de cette formalité.

A défaut et si une pollution constatée rend le terrain impropre à la destination précisée dans le contrat ou, à défaut, l'usage envisagé au sens de l'article L.556-1 A, dans un délai de deux ans à compter de la découverte de la pollution, l'acquéreur ou le locataire a le choix de demander la résolution du contrat ou, selon le cas, de se faire restituer une partie du prix de vente ou d'obtenir une réduction du loyer. L'acquéreur peut aussi demander la réhabilitation du terrain aux frais du vendeur lorsque le coût de cette réhabilitation ne paraît pas disproportionné par rapport au prix de vente. La réhabilitation du terrain s'entend au sens du même article L.556-1 A.

Un décret en Conseil d'Etat définit les modalités d'application du présent article. »

A ce sujet, il résulte des informations, connues à ce jour, émanant des sites GEORISQUES, INFOTERRE, BASIAS et BASOL permettant de déterminer les sites susceptibles d'entraîner un risque de pollution, dont une copie est demeurée ci-annexée :

- qu'il existe sur la commune dans laquelle est situé l'immeuble, des installations soumises à autorisation ou à enregistrement, au titre de l'article L.514-20 du Code de l'environnement.

- et qu'il existe, à proximité de l'immeuble, des sites répertoriés comme supportant ou ayant supporté une activité pouvant avoir entraîné un risque de pollution des sols.

CHARGES ET CONDITIONS GENERALES

OBLIGATIONS DU VENDEUR

Etat - Contenance - L'immeuble est délivré dans son état actuel, sans garantie de la contenance, la différence avec celle réelle, même supérieure à un vingtième, devant faire le profit ou la perte de l'acquéreur.

Déclarations complémentaires sur l'immeuble - A ce sujet, le vendeur déclare :

Qu'il n'a souscrit aucun contrat d'affichage ou de publicité sur l'immeuble vendu.

Qu'il n'a bénéficié d'aucune subvention de l'Agence nationale de l'habitat pour ledit immeuble.

Qu'à sa connaissance, aucune mine n'a été exploitée dans le tréfonds de l'immeuble vendu.

Qu'il n'existe pas de locataires, d'anciens locataires, d'occupants ou autres, susceptibles de pouvoir bénéficier d'un droit de préemption ou de préférence quelconque.

Vices cachés - Le vendeur ne sera pas tenu à la garantie des vices apparents ou cachés pouvant affecter le sol ou le sous-sol.

A cet égard, il est ici précisé que cette exonération de la garantie des vices cachés ne peut s'appliquer aux défauts de la chose vendue dont le vendeur a déjà connaissance.

Garantie d'éviction - Situation hypothécaire - Le vendeur sera tenu à la garantie d'éviction dans les termes de droit, conformément aux dispositions de l'article 1626 du Code civil.

A ce sujet, il déclare notamment :

- qu'il n'existe à ce jour aucun litige ou aucune action en cours pouvant porter atteinte au droit de propriété, et que le bien ne fait l'objet d'aucune injonction de travaux,

- qu'il n'y a eu aucun empiètement sur un fonds voisin,

- qu'il n'a conféré à ce jour aucun droit quelconque sur le bien,

- qu'il subroge l'acquéreur dans tous ses droits et actions relatifs au bien.

Il s'oblige à obtenir, à ses frais, la mainlevée des inscriptions hypothécaires pouvant grever l'immeuble vendu.

A ce sujet, le service de la publicité foncière a délivré à la date du 28 novembre

2024, un état ne révélant l'existence d'aucune inscription sur l'immeuble vendu.

OBLIGATIONS DE L'ACQUEREUR

Impôts et charges - L'acquéreur supportera à compter du jour de l'entrée en jouissance, les impôts, contributions et autres charges auxquels l'immeuble vendu est assujéti.

Concernant les taxes foncières, il est ici précisé ce qui suit :

- Le vendeur demeure seul tenu au paiement de celles relatives aux années antérieures.

- L'acquéreur s'oblige, en ce qui concerne le paiement des taxes relatives à l'année en cours, à rembourser la fraction lui incombant, calculée prorata temporis, à première demande du vendeur, redevable légal, accompagnée d'une copie de l'avertissement fiscal.

- Enfin, l'acquéreur sera tenu au paiement de celles relatives aux années postérieures. A ce sujet, si l'avertissement continuait à être établi au nom du vendeur, celui-ci s'oblige, sans délai, à informer le centre des impôts du changement de situation résultant des présentes.

Servitudes - L'acquéreur souffrira les servitudes passives, apparentes, continues ou discontinues pouvant grever le bien vendu, sauf à s'en défendre et à profiter en retour de celles actives, le tout s'il en existe, à ses risques et périls. A cet égard et conformément à l'article 1638 du Code civil, le vendeur déclare que l'immeuble vendu n'est grevé d'aucune autre servitude que celles pouvant résulter de la situation naturelle des lieux, de la loi, de l'urbanisme et de tous règlements le régissant.

+++ Attentes des annexes de l'acte acquisitif demandées au confrère

DISPOSITIONS DIVERSES

ORIGINE DE PROPRIETE

Les biens et droits immobiliers objet des présentes appartiennent à l'OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DU VAR, nom commercial VAR HABITAT par suite de l'acquisition qu'il en a faite de :

Madame Valérie Jane Fabienne LAFONT, sans profession, demeurant à SAINT RAPHAEL (83700), 83 Avenue Claire.

Née à TOULON (Var), le 07 février 1963.

Epouse de Monsieur Philippe Charles Marie Daniel CUGGIA.

Mariée en premières noces, à la mairie de TOULON (Var), le 08 avril 1989.

Soumis au régime de la communauté de biens réduites aux acquêts, régi par les nouveaux articles 1400 et suivants du code civil à défaut de contrat de mariage préalable à leur union.

De nationalité française et résident en France

Aux termes d'un acte reçu par Maître Patricia SIMON-JEAN, notaire à SAINT-RAPHAEL (Var), le 28 février 2006.

Cette acquisition a eu lieu moyennant le prix d'UN MILLION QUARANTE MILLE EUROS (1.040.000,00 €), payable à terme dans un délai maximum de 10 jours.

Une copie authentique dudit acte a été publiée au service de la publicité foncière de TOULON 1, le 24 mars 2006, volume 2006 P numéro 3369.

ORIGINE ANTERIEURE

Antérieurement, les bien set droits immobiliers appartenaient à titre de bien propre à Madame CUGGIA par suite des faits et actes suivants :

1°) Du chef de la communauté ANDRE / FERLANDOUX

Les biens et droits immobiliers objet des présentes dépendaient de la communauté de biens ayant existé entre Monsieur Louis Victor Marius ANDRE et Madame FERLANDOUX Jeanne Joséphine, son épouse,

Mariés sous le régime de la communauté de biens et acquêts à défaut de contrat de mariage préalable à leur union célébrée à la mairie de LA SEYNE SUR MER (Var), le 25 novembre 1935,

Aux moyens des acquisitions qu'ils en ont faite, savoir :

Pour partie, par suite de l'acquisition qu'ils en ont faite au nom et pour le compte de la communauté de Monsieur HOLLANDE René Albert Alphonse et Madame PELEGRIN Marie Ernestine, son épouse, demeurant à LA SEYNE SUR MER (Var), quai Hoche.

Nés, l'époux à ORLEANS (Loiret) le 27 janvier 1889 et l'épouse à LA SEYNE SUR MER (Var), le 03 octobre 1885.

Suivant acte reçu par Maître Georges OLLIVIER, notaire à LA SEYNE SUR MER (Var), le 03 octobre 1940.

Cette acquisition a eu lieu moyennant le prix principal de 50.000 francs, payé comptant et quittancé dans l'acte.

Une copie authentique dudit acte a été publié au bureau des hypothèques de TOULON, le 17 octobre 1940 volume 914 numéro 20.

Pour partie, par suite de l'acquisition qu'ils en ont faire au nom et pour le compte de la communauté de Monsieur et Madame HOLLANDE susnommés,

Suivant acte reçu par Maître Georges OLLIVIER, notaire à LA SEYNE SUR MER (Var), le 04 mars 1942.

Cette acquisition a eu lieu moyennant le prix principal de 35.000 francs, payé comptant et quittancé dans l'acte.

Une copie authentique dudit acte a été publiée au bureau des hypothèques de TOULON, le 16 mars 1942, volume 992 numéro 29.

2°) Décès de Madame FERLANDOUX

Madame Jeanne Joséphine FERLANDOUX, en son vivant retraité, épouse de Monsieur Louis Marius Victor ANDRE

Née à LA SEYNE SUR MER (Var) le 07 novembre 1905

Marié sous le régime de la communauté de biens et acquêts à défaut de contrat de mariage préalable à leur union célébrée à la mairie de LA SEYNE SUR MER le 25 novembre 1935.

Est décédée à LA SEYNE SUR MER (Var) le 08 novembre 1991.

Laissant pour recueillir sa succession :

- Monsieur Louis Victor Marius ANDRE, son conjoint survivant

Bénéficiaire d'une donation entre époux, avait opté pour l'usufruit de la totalité des biens composant la succession de son épouse prédécédée, lequel usufruit est actuellement éteint par son décès.

- Madame Valérie CUGGIA née LAFONT, son petit-enfant légitime, venant par représentation de Madame ANDRE Suzanne Isabelle Catherine épouse de Monsieur LAFONT Roger Pierre, sa mère, prédécédée à LA SEYNE SUR MER (Var) le 19 janvier 1970, seule enfant issue du mariage de Monsieur ANDRE Louis et Madame FERLANDOUX.

L'attestation de mutation immobilière par décès reçue par Maître LABORDE, notaire à LA SEYNE SUR MER (Var), le 25 avril 1992 a été publiée au bureau des hypothèques de TOULON 1, le 21 mai 1992, volume 1992P numéro 4254.

Audit acte le bien a été évalué à TROIS MILLIONS QUATRE CENT QUARANTE MILLE FRANCS (3.440.000,00 F) soit CINQ CENT VINGT-QUATRE MILLE QUATRE CENT VINGT-QUATRE EUROS ET SOIXANTE-DEUX CENTIMES (524.424,62 €) dont moitié pour la succession était d'UN MILLION SEPT CENT VINGT MILLE FRANCS (1.720.000,00 F) soit DEUX CENT SOIXANTE-DEUX MILLE DEUX CENT DOUZE EUROS ET TRENTE ET UN CENTIMES (262.212,31 €).

3°) Décès de Monsieur Louis ANDRE

Monsieur Louis Victor Marius ANDRE, en son vivant retraité, demeurant à SAINT-RAPHAEL (83700), 83 Avenue Claire.

Né à BELGENTIER (Var) le 06 janvier 1905

Veuf en premières noces de Madame Jeanne Joséphine FERLANDOUX, non remarié depuis,

De nationalité française et résidant en France

Est décédé à SAINT-RAPHAEL (Var), 65 Avenue Bontemps où il se trouvait momentanément, le 05 mai 2002.

Laissant pour recueillir sa succession :

Madame CUGGIA née LAFONT, son petit-enfant légitime venant par

représentation de Madame ANDRE Suzanne Isabelle Catherine, épouse de Monsieur LAFONT Roger Pierre, sa mère, décédée à LA SEYNE SUR MER (Var), le 19 janvier 1970, seule enfant issue de Monsieur Louis ANDRE et Madame Jeanne FERLANDOUX.

Ainsi que ces faits et qualités ont été constatés dans un acte de notoriété reçu par Maître SIMON-JEAN, notaire à SAINT-RAPHAEL (Var), le 20 juin 2002.

L'attestation de mutation par décès reçue par Maître SIMON-JEAN, Notaire à SAINT-RAPHAEL (Var) le 25 octobre 2002 a été publiée au bureau des hypothèques de TOULON, le 26 décembre 2002, volume 2002P numéro 13159.

Audit acte, la moitié en pleine propriété a été évaluée à TROIS CENT CINQUANTE MILLE EUROS (350.000,00 €).

REMISE DE TITRES

Il n'est fait la remise d'aucune pièce ni titre de propriété antérieurs à l'acquéreur qui pourra s'en faire délivrer, à ses frais, tous extraits ou copies comme étant subrogé dans tous les droits du vendeur.

DECLARATION SUR L'ABSENCE D'UNE PROMESSE DE VENTE CONSENTIE AU PROFIT D'UN TIERS

Les parties déclarent être parfaitement informées qu'aux termes de l'article 1124 alinéa 3 du Code civil issu de l'ordonnance n° 2016-131 du 10 février 2016 ci-dessous reproduit, le contrat conclu en violation de la promesse unilatérale avec un tiers qui en connaissait l'existence est nul.

A ce sujet, le vendeur ou le cédant déclare expressément ne pas avoir consenti de promesse de vente au profit d'un tiers au présent contrat.

Reproduction de l'article 1124 alinéa 3 du Code civil :

"Le contrat conclu en violation de la promesse unilatérale avec un tiers qui en connaissait l'existence est nul."

OBLIGATION D'INFORMATION

Les parties déclarent être parfaitement informées des dispositions de l'article 1112-1 du Code civil issu de l'ordonnance n° 2016-131 du 10 février 2016, portant réforme du droit des contrats, du régime général et de la preuve des obligations aux termes duquel :

"Celle des parties qui connaît une information dont l'importance est déterminante pour le consentement de l'autre doit l'en informer dès lors que, légitimement, cette dernière ignore cette information ou fait confiance à son cocontractant."

Néanmoins, ce devoir d'information ne porte pas sur l'estimation de la valeur de la prestation."

Ont une importance déterminante les informations qui ont un lien direct et nécessaire avec le contenu du contrat ou la qualité des parties."

Il incombe à celui qui prétend qu'une information lui était due de prouver que l'autre partie la lui devait, à charge pour cette autre partie de prouver qu'elle l'a

fournie.

Les parties ne peuvent ni limiter, ni exclure ce devoir.

Outre la responsabilité de celui qui en était tenu, le manquement à ce devoir d'information peut entraîner l'annulation du contrat dans les conditions prévues aux articles 1130 et suivants."

Elles déclarent avoir parfaitement conscience de la portée de ces dispositions et ne pas y avoir contrevenu.

FORCE PROBANTE

Le notaire a informé les parties des dispositions de l'article 1379 du Code civil issu de l'ordonnance n° 2016-131 du 10 février 2016, duquel il résulte que la copie exécutoire ou authentique d'un acte authentique a la même force probante que l'original.

MENTION SUR LA PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES

L'Office notarial traite des données personnelles concernant les parties pour l'accomplissement des activités notariales, notamment de formalités d'actes.

Ce traitement est fondé sur le respect d'une obligation légale et l'exécution d'une mission relevant de l'exercice de l'autorité publique déléguée par l'Etat dont sont investis les notaires, officiers publics, conformément à l'ordonnance n°45-2590 du 2 novembre 1945.

Ces données seront susceptibles d'être transférées aux destinataires suivants :

- les administrations ou partenaires légalement habilités tels que la Direction Générale des Finances Publiques, ou, le cas échéant, le Livre Foncier, les instances notariales, les organismes du notariat, les fichiers centraux de la profession notariale (Fichier Central Des Dernières Volontés, Minutier Central Électronique des Notaires, registre du PACS, etc.),

- les offices notariaux participant ou concourant à l'acte,
- les établissements financiers concernés,
- les organismes de conseils spécialisés pour la gestion des activités notariales,

- le Conseil supérieur du notariat ou son délégataire, pour la production des statistiques permettant l'évaluation des biens immobiliers, en application du décret n° 2013-803 du 3 septembre 2013.

- les organismes publics ou privés pour des opérations de vérification dans le cadre de la recherche de personnalités politiquement exposées ou ayant l'objet de gel des avoirs ou sanctions, de la lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme. Ces vérifications font l'objet d'un transfert de données dans un pays situé hors de l'Union Européenne disposant d'une législation sur la protection des données reconnue comme équivalente par la Commission européenne.

La communication de ces données à ces destinataires peut être indispensable pour l'accomplissement des activités notariales.

Les documents permettant d'établir, d'enregistrer et de publier les actes sont conservés 30 ans à compter de la réalisation de l'ensemble des formalités. L'acte authentique et ses annexes sont conservés 75 ans et 100 ans lorsque l'acte porte sur des personnes mineures ou majeures protégées. Les vérifications liées aux

personnalités politiquement exposées, au blanchiment des capitaux et au financement du terrorisme sont conservées 5 ans après la fin de la relation d'affaires.

Conformément à la réglementation en vigueur relative à la protection des données personnelles, les parties peuvent demander l'accès aux données les concernant. Le cas échéant, elles peuvent demander la rectification ou l'effacement de celles-ci, obtenir la limitation du traitement de ces données ou s'y opposer pour des raisons tenant à leur situation particulière. Elles peuvent également définir des directives relatives à la conservation, à l'effacement et à la communication de leurs données personnelles après leur décès.

L'Office notarial a désigné un délégué à la protection des données que les parties peuvent contacter à l'adresse suivante : cil@notaires.fr.

Si les parties estiment, après avoir contacté l'office notarial, que leurs droits ne sont pas respectés, elles peuvent introduire une réclamation auprès d'une autorité européenne de contrôle, la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés pour la France.

BASE ANONYME DE DONNEES IMMOBILIERES

Les parties sont informées que les données descriptives et économiques contenues au présent acte sont partiellement transcrites dans une base de données immobilières, déclarée à la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés. Ces données sont exploitées par Min.not afin d'assurer la production d'informations statistiques d'intérêt général et de faciliter le suivi de l'évolution du marché immobilier et d'assurer une évaluation précise des biens immobiliers. Ces informations sont nécessaires tant aux professionnels qu'aux particuliers ou aux institutions publiques.

Ces données ne contiennent aucun caractère directement nominatif sur les contractants au présent acte. En application des articles 26 et 27 de la loi n° 78-17 du 06 janvier 1978, les parties disposent d'un droit d'opposition à ce que des informations à caractère nominatif les concernant fassent l'objet d'un traitement informatisé, ainsi que d'un droit d'accès et de rectification auprès du correspondant Informatique et Libertés de Min.not.

Cette formalité donne droit à la perception par le notaire de l'émolument de formalité conformément à l'article A.444-171 du Code de commerce.

AFFIRMATION DE SINCERITE

Les parties affirment, sous les peines édictées par l'article 1837 du Code général des impôts, que le présent acte exprime l'intégralité du prix. Elles reconnaissent avoir été informées des sanctions fiscales et des peines encourues en cas d'inexactitude de cette affirmation ainsi que des conséquences civiles édictées par l'article 1202 du Code civil.

En outre, le notaire soussigné affirme, qu'à sa connaissance, le présent acte n'est contredit ni modifié par aucune contre-lettre contenant une augmentation du prix.

CERTIFICATION D'IDENTITE

Le notaire soussigné certifie que l'identité complète des parties, telle qu'elle figure dans la partie normalisée du présent acte, lui a été régulièrement justifiée.

DONT ACTE, rédigé sur pages.
La partie normalisée comprenant pages.

Fait et passé à TOULON,
En l'étude du notaire soussigné.
Les jour, mois et an susdits,
Et, après lecture faite, les parties ont signé avec le notaire.
Le présent acte comprenant :
renvoi
mot nul
ligne nulle
blanc barré
chiffre rayé